



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 20/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BARDINET SAS

Domaine de Fleurenne
B.P. n°513
33290 Blanquefort

Références : 2025_UD33_CRA_870
Code AIOT : 0005200447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement BARDINET SAS implanté Domaine de Fleurenne B.P. n°513 33290 Blanquefort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARDINET SAS
- Domaine de Fleurenne B.P. n°513 33290 Blanquefort
- Code AIOT : 0005200447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La Société BARDINET est installée depuis 1975 sur le site du Domaine de Fleurenne, en bordure Nord-ouest de la ZAC de BLANQUEFORT.

Les activités du site sont exclusivement la réception, le stockage et le vieillissement d'alcools de bouche vrac, puis la production par assemblage ou fabrication de boissons alcoolisées et non alcoolisées, enfin l'embouteillage et le stockage de celles-ci avant expédition à la clientèle. Il n'y a pas sur le site de production d'alcool par distillation.

Ce site emploie environ 200 personnes.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	PFAS	Règlement européen du 20/06/2019, article Règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée avait principalement pour objectif de déterminer le positionnement du site par rapport à l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation au regard du courrier du DGPR du 9 novembre 2023 qui précise que l'arrêté précité et la campagne d'analyses associée dans les rejets aqueux sont applicables dans le cas où un site aurait été soumis dans le passé à un évènement accidentel d'ampleur ou dans le cas où de la mousse anti-incendie aurait été mise en œuvre à l'occasion d'exercices réguliers.

Au regard des constats effectués, il s'avère que le site n'est pas soumis à l'arrêté ministériel du 20/06/2023 car n'ayant pas subi d'évènement accidentel d'ampleur ou effectué d'exercices réguliers avec de la mousse anti-incendie contenant des PFAS.

Néanmoins, l'inspection des installations classées a constaté que les émulseurs présents sur le site ne sont pas forcément tous stockés dans des cuves doubles enveloppes avec détection de fuite ou dans des rétentions pouvant contenir 100 % du contenu du produit. L'inspection des installations classées propose donc, à monsieur le préfet, de mettre en demeure, l'exploitant, de remédier à cette non conformité vis à vis de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, sous 3 mois maximum.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PFAS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Risques accidentels, PFAS

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Restriction d'utilisation des émulseurs fluorés contenant des PFOS, PFHXS, PFOA, PFCA en C9-C14, PFHxA et leurs composés apparentés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a vérifié si le site utilise des émulseurs contenant des PFAS, et si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le site a connu un évènement accidentel d'ampleur avec extinction avec de la mousse contenant des PFAS ; - des essais avaient été réalisés avec de la mousse anti-incendie, contenant des PFAS, à l'occasion d'exercices réguliers ; <p>afin de déterminer si le site est soumis à l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation conformément au courrier du DGPR du 9 novembre 2023 qui précise que l'arrêté précité et la campagne d'analyses associée dans les rejets aqueux sont applicables dans le cas où un site aurait été soumis dans le passé à un évènement accidentel d'ampleur ou dans le cas où de la mousse anti-incendie aurait été mise en œuvre à l'occasion d'exercices réguliers.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que le site n'a jamais connu d'évènement accidentel de grande ampleur nécessitant notamment des opérations d'extinction ; - qu'aucun essai n'avait été réalisé avec de la mousse anti-incendie, contenant des PFAS, à l'occasion d'exercices réguliers, dans la mesure où la mousse est utilisée pour l'extinction automatique incendie. <p>L'arrêté ministériel du 20/06/2023 susvisé n'est donc pas applicable au site.</p> <p>Les émulseurs de type filmopol 6 utilisés pour l'extinction automatique incendie, sur le site, sont principalement composés des composés suivants : 6:2 PTAB, 6:2 FTS, 6:2 FTOH, FHET, PFBA, PFPeA, PFHxA, PFHpA, 4:2 FTS, 6:2 FTUCA. Il n'y aurait pas de PFOS, PFHS, PFOA et PFCA, dans les émulseurs stockés sur le site, d'après le document fourni par BIOEX. L'utilisation de ces émulseurs n'est pour le moment pas interdite. Il conviendra, néanmoins, de remplacer ces émulseurs à la date d'échéance du règlement REACH entrée 79 annexe XVII et du règlement 2024/2462.</p> <p>Ces émulseurs sont stockés dans des 4 cuves (une métallique et 3 plastiques). Ces cuves n'ont pas de rétention. Deux de ces cuves sont, néanmoins, à priori à double enveloppe.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit de vérifier que les cuves de stockage d'émulseurs sont en doubles enveloppes avec détecteurs de fuites ; - soit équiper ces cuves de stockage d'émulseurs de rétentions pouvant contenir 100 % du volume d'émulseurs pouvant y être stockés ; <p>conformément à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p> <p>Une mise en demeure sur ce point est proposé, à Monsieur le Préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois